

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21927 - 81ÈME ANNÉE

Un système fondé sur le gaspillage pour enrichir des sociétés françaises au détriment des Réunionnais

La pénurie d'eau à La Réunion révèle la crise du néocolonialisme français dans notre pays

La sécheresse s'intensifie dans l'ouest et le nord, révélant les limites d'un modèle de gestion de l'eau importé de France, fondé sur la surconsommation et un réseau défaillant. Avec 180 litres utilisés par jour et par personne, les ressources chutent et des restrictions se préparent. Face à cette crise structurelle, des solutions locales existent : collecte d'eau de pluie, retenues collinaires et limitation des usages excessifs chez la classe privilégiée par le système néocolonial.

Le constat est implacable : La Réunion s'enfonce dans une pénurie d'eau toujours plus sévère, et cette fois ce sont l'ouest et le nord, traditionnellement considérés comme les « châteaux d'eau » du pays, qui plongent à leur tour dans la crise. Les cours d'eau s'amenuisent, les nappes phréatiques se vident. Derrière les alertes de l'Office de l'eau se cache une réalité plus profonde : l'île paie le prix d'un système importé par le néocolonialisme français sans égard pour notre climat ni pour notre souveraineté écologique.

Crise d'un système importé par le néocolonialisme français

Chaque Réunionnais consomme en moyenne 180 litres d'eau potable par jour — l'équivalent de neuf bidons de 20 litres. Quand nos besoins vitaux se limitent à deux litres, c'est tout un système fondé sur le gaspillage à l'occidentale qui s'effondre ici, dans un pays où chaque goutte devrait être précieusement comptée. Cette surconsommation n'est pas le fruit d'un comportement individuel : elle est le résultat direct du néocolonialisme où des opérateurs français, dominants sur le marché, ont imposé une logique industrielle tournée vers le profit, pas vers la durabilité.

Pendant que les actionnaires français encaissent, les Réunionnais subissent. Le réseau vieillissant fuit de toutes parts : des kilomètres de tuyaux sous terre, des rendements dérisoires, des centaines de millions dépensés dans un système trop complexe, trop cher, trop inadapté. Et ce sont encore les usagers — surtout les plus modestes — qui paient l'addition.

L'État obligé d'appeler à la sobriété

Aujourd'hui, la rivière Saint-Denis, qui alimente près de 50 % de la population de la capitale, est en tension. Les nappes du nord et de l'ouest affichent un « déficit aggravé », avertit Faïçal Badat, directeur de l'Office de l'eau. L'Hermitage, L'Étang-Salé, Sainte-Suzanne : partout le niveau baisse. Les mois de septembre à novembre, traditionnellement secs, deviennent des gouffres hydriques. Et comme toujours, la réponse tombe de la Préfecture : un nouvel arrêté, de nouvelles restrictions, une injonction de sobriété décrétée sans jamais remettre en cause les racines structurelles de cette crise.

Saint-André et Salazie connaissent déjà les coupures nocturnes. À Saint-Benoît, la turbidité force les habitants à faire bouillir leur eau ou à acheter des bouteilles. Cette réalité d'un pays sous-développé écorne l'image de carte postale d'un territoire français prétendument moderne. C'est parfaitement logique dans un système où les choix politiques servent les entreprises, non les populations.

Pistes pour sortir du sous-développement causé par le néocolonialisme

Pourtant, des solutions existent, et elles ne viennent pas du néocolonialisme français. Elles sont portées depuis longtemps par le PCR. La collecte d'eau de

pluie, déjà répandue dans les îles voisines de l'océan Indien, pourrait réduire notre dépendance au réseau. Les retenues collinaires, défendues depuis des décennies par le Parti communiste réunionnais, permettraient de stocker l'eau en altitude et de sécuriser l'agriculture. On pourrait aussi installer des limiteurs de débit chez la classe privilégiée par le système néocolonial qui remplit ses piscines privées et gaspille l'eau pour arroser d'immenses pelouses tandis que d'autres communautés manquent d'eau potable.

L'argent existe : les centaines de millions destinés au réseau sous contrôle de sociétés françaises pourraient être redirigés vers des solutions adaptées, locales, souveraines.

Ce Jeudi 20 novembre 2025

Cilaos honore les Enfants de la Creuse

Les chiffres de l'insécurité routière publiés hier rappellent une vérité que certains refusent encore de regarder en face : à La Réunion, la route tue, et elle tue de plus en plus. En dix mois, 33 personnes ont perdu la vie, contre 27 l'année dernière. Pendant qu'on nous répète que la prévention suffit, les faits démontrent le contraire : notre dépendance forcée à l'automobile est devenue un problème de santé publique.

Les accidents corporels diminuent (-5 %), les blessés aussi (-10 % pour les hospitalisations). Et pourtant, la mortalité grimpe de 12 %. Pourquoi ? Parce que sur une île où l'on a détruit le train et jamais reconstruit d'alternative crédible, les Réunionnais n'ont d'autre choix que de s'entasser sur un réseau routier saturé, avec des véhicules toujours plus puissants, toujours plus rapides, toujours plus dangereux.

La route est devenue un piège quotidien, et les plus vulnérables y laissent leur vie.

Alcool, vitesse, inattention : une île livrée au tout-automobile

Les causes des accidents sont connues :

Alcool : 39 %

Vitesse : 26 %

Inattention : 22 %

Stupéfiants : 10 %

Mais derrière ces chiffres, une autre réalité : la voiture est devenue l'unique mode de déplacement possible.

Les véhicules importés, homologués pour rouler bien au-delà des limites locales, transforment chaque route en piste de vitesse potentielle.

L'inattention explose avec les smartphones. Et comment s'en étonner ? Passer des heures dans les em-

La crise n'est pas seulement climatique. Elle révèle l'absurdité d'un modèle imposé, un modèle qui gaspille nos ressources et nie nos réalités. Reprendre la main sur l'eau, c'est sortir de cette dépendance coloniale et affirmer enfin un développement pensé pour La Réunion, par les Réunionnais.

M.M.

bouteillages favorise forcément les comportements à risque.

Encore une fois, les individus sont blâmés — jamais le système.

Un choix politique : l'absence de train tue

Depuis des décennies, les gouvernements successifs refusent d'investir dans le rail, pourtant le mode de transport le plus sûr au monde.

Sinon à La Réunion, où le train a été détruit, où chaque projet ferroviaire est sabordé, où l'on préfère multiplier les routes, les échangeurs et les parkings... puis s'étonner que les morts augmentent.

Les 33 victimes de cette année ne sont pas une fatalité.

Elles sont le résultat direct :

d'une dépendance automobile imposée,

d'une absence totale d'alternative de mobilité,

d'une vision archaïque du transport héritée de choix coloniaux où l'économie routière prime sur la vie humaine.

Changer de cap : reconstruire le train pour sauver des vies

Tant que l'île restera prisonnière du tout-voiture, les campagnes de prévention ou de répression ne créeront pas le risque zéro.

La seule réponse durable, efficace et égalitaire, c'est la reconstruction du train, appuyée par un véritable réseau de transports publics modernes.

M.M.

COP 30 : la jeunesse en première ligne pour tourner la page des énergies fossiles

Une coalition de pays soutient la proposition brésilienne visant à inscrire l'élimination progressive des énergies fossiles au cœur de la COP30. La jeunesse, incarnée par Marcelle Oliveira, exige justice climatique et protection des forêts, tandis qu'António Guterres appelle à une « bataille décisive » face au dépassement annoncé de 1,5 °C. Les jeunes et les peuples autochtones, en première ligne, réclament une transition juste et respectueuse des territoires.

C'était comme tourner une page. Après des années de débats, la feuille de route pour éliminer progressivement les combustibles fossiles pourrait enfin entrer dans les décisions officielles des négociations climatiques. Mardi, une coalition de ministres de plusieurs pays – de la Colombie au Royaume-Uni, en passant par l'Allemagne, le Kenya ou les Îles Marshall – a apporté son soutien à la proposition brésilienne visant à placer la transition énergétique au cœur de la COP30. Objectif : intensifier les efforts pour maintenir le réchauffement sous les 1,5 °C.

Dans la salle, le silence s'est installé lorsque Marcelle Oliveira, championne de la jeunesse pour la COP30, a pris la parole. « Les énergies fossiles détruisent nos rêves », a-t-elle lancé, rappelant que cette transition représente « la mobilisation pour la justice climatique la plus importante de cette génération ». Pour elle, les enfants et les jeunes doivent être placés au centre des décisions. L'avis récent de la Cour internationale de Justice, qualifiant l'inaction climatique de manquement grave des États, renforce cette exigence. Elle appelle à protéger les forêts, soutenir leurs défenseurs et reconnaître le rôle des jeunes dans l'action locale.

Plus tard, António Guterres a rencontré des délégués de la jeunesse et leur a présenté des excuses : les générations précédentes n'ont pas réussi à freiner la

crise. Les projections annoncent désormais un dépassement du seuil de 1,5 °C. Le Secrétaire général exhorte donc la jeunesse à mener avec lui cette « bataille décisive » pour réduire au minimum la durée de ce dépassement, malgré les lobbies qui « font passer les profits avant le bien-être de la planète ».

« Nous voulons juste être des enfants », a confié João Victor da Silva, 16 ans, rappelant que les jeunes ne choisissent pas d'être militants : ils le deviennent par nécessité. D'Aruba, Nigel Maduro a décrit l'effacement progressif des plages de son enfance, preuve que les négociations avancent trop lentement pour les îles menacées.

Cette COP30 est marquée par des mobilisations nombreuses, souligne la dirigeante autochtone Txai Suruí. Elle alerte sur l'Amazonie, proche d'un point de bascule irréversible. Les peuples autochtones, pourtant premiers protecteurs de la biodiversité, restent sous-représentés face au lobbying des grandes entreprises. Leur rôle est enfin mieux reconnu, mais les déséquilibres persistent.

Pour Marcelle Oliveira, la transition énergétique devra être juste : elle doit « écouter et accueillir les territoires ». La démarcation des terres autochtones sera essentielle pour éviter que les changements nécessaires ne fassent de nouveaux sacrifiés. Une page se tourne peut-être, mais elle ne pourra être écrite qu'avec celles et ceux qui vivront l'avenir qu'elle dessine.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

**« Pou trap ali, lèw bonèr, dor tar ! »
In kozman pou la rout**

Mézami, dan la vi, néna touzour lo shassèr épi lo proi. Lo shassèr son rol sé d'trapé épi tyé, la proi, son rol évite k'i trap ali épi k'i tyé ali. Néna bon-bon shassèr épi bon-bon proi.

Tout fasson sé kan la shass lé fini k'i koné kissa la gagné, si sé lo shassèr la gagné, sansa la proi la gagné. Pars lé pa ékri d'avanss sak i doi sorte vinkèr dann in konba.

I paré lo lion sé in bon shassèr, mé li rate son sib souvan dé foi kan li shass in zèb é aspèr azot biensir lo zèb i tyéra pa in lion mé li lé an kapassité pou éskivé é sé son kapassité la k'i fé d'li in proi lé pa évidan pou lo lion trapé.

I paré la shass i pé dir lontan san vinkèr, san vinki é lé pa sir mèm si la shass i dir lontan lo lion lé sir d'trap lo zèb. La pa sir trapé pars la proi sé in éskivèr promyé kass.

A bon antandèr salu !

Justin